 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p><b>Direction des politiques économique et internationale</b></p> <p><b>Sous-direction de l'élevage et des produits animaux</b></p> <p><b>Bureau du lait et des industries laitières</b></p> <p><b>3, rue Barbet de Jouy – 75349 PARIS 07SP</b>  <b>Suivi par : Isabelle Nuti</b>  <b>Tél : 01.49.55.46.11</b>  <b>Fax : 01.49.55.49.25</b>  <b>Réf. Interne : circulaireFA/IN/notes</b>  <b>Réf. Classement :</b></p>	<p><b>CIRCULAIRE</b></p> <p><b>DPEI/SPM/C2001-4037</b></p> <p><b>Date : 26 JUIN 2001</b></p>
--	--	--

Date de mise en application : IMMEDIATE


Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

**Annule et remplace :**

à

Date limite de réponse 23 juillet 2001

Madame la Directrice de l'ONILAIT

 Nombre d'annexes :

**Objet :** Circulaire relative à un dispositif de soutien exceptionnel aux éleveurs laitiers des départements 53, 61, 77, 93 et 95, touchés par les mesures restrictives mises en place dans le cadre de la lutte contre l'épizootie de fièvre aphteuse.

#### Bases juridiques :

**Résumé :** Il est instauré un dispositif de soutien exceptionnel afin de venir en aide à certaines catégories d'éleveurs laitiers, particulièrement touchés par les mesures restrictives mises en place dans certains départements français pour lutter contre l'épizootie fièvre aphteuse. La présente circulaire décrit, tout d'abord, les objectifs et les caractéristiques générales de ce dispositif, puis la procédure d'examen des demandes, l'analyse de la situation et le calcul de l'aide et, enfin, les modalités de paiement et de contrôle.

**Mots-clés :** soutien exceptionnel, éleveurs laitiers, fièvre aphteuse.

Plan de Diffusion	
<p><b>Pour exécution :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mme la Directrice de l'ONILAIT</li> <li>▪ MM. les Préfets des départements : Mayenne, Orne, Seine &amp; Marne, Seine Saint Denis, Val d'Oise</li> <li>▪ MM. les Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt des départements : Mayenne, de Orne, Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis et Val-d'Oise</li> </ul>	<p><b>Pour information :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mme et MM. les Préfets des régions : Pays de Loire, Basse Normandie, Ile-de-France</li> <li>▪ MM. Les Directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt : Pays de Loire, Basse Normandie, Ile-de-France</li> <li>▪ M. le Directeur de l'OFIVAL</li> </ul>

## **INTRODUCTION**

Suite à l'apparition de foyers de fièvre aphteuse en France, un certain nombre de mesures sanitaires ont été prises visant à juguler le plus rapidement possible l'épizootie.

Ces mesures sanitaires de première urgence ont fait la preuve de leur efficacité, mais ont également entraîné des contraintes fortes sur les différents opérateurs des filières animales des départements de la Mayenne, de l'Orne, de la Seine-et-Marne, de la Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise.

Considérant que, dans ces circonstances exceptionnelles, les producteurs ayant fait un effort particulier pour la qualité ou la spécificité de leurs produits sont particulièrement affectés, il convient de faire jouer la solidarité nationale en leur faveur. La présente circulaire concerne un dispositif de soutien exceptionnel mis en place en faveur des producteurs de lait biologique, lait cru, lait de chèvre et de brebis, ainsi que les producteurs de produits laitiers transformés à la ferme (ci-après désignés « producteurs fermiers »). Elle vise en priorité à soutenir les structures de production les plus fragilisées.

## **1 - OBJECTIFS ET CARACTERISTIQUES GENERALES DU DISPOSITIF**

Ce dispositif de soutien constitue une réponse à des situations locales critiques. Il est destiné à atténuer les conséquences de la crise "fièvre aphteuse" pour les éleveurs laitiers les plus vulnérables des départements de la Mayenne, de l'Orne, de la Seine-et-Marne, de la Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise.

Les aides accordées seront ciblées, modulées et plafonnées. Elles ne pourront en aucun cas, aboutir à une surcompensation du préjudice subi.

L'information des éleveurs sur les modalités de ce dispositif sera effectuée par les directions départementales de l'agriculture et de la forêt des départements concernés selon les modalités les plus appropriées.

Le formulaire nécessaire à l'établissement des dossiers sera mis à la disposition des éleveurs dans les directions départementales de l'agriculture et de la forêt des départements concernés. L'ONILAIT communiquera les formulaires de demande de soutien exceptionnel aux directions départementales de l'agriculture et de la forêt concernées, dès parution de la présente circulaire.

L'instruction des demandes, le financement du dispositif à concurrence des crédits qui y sont affectés, ainsi que le paiement des aides sont assurés par l'ONILAIT.

## **2 – PROCEDURE D'EXAMEN DES DEMANDES**

Les éleveurs laitiers souhaitant bénéficier de ce dispositif de soutien exceptionnel constituent un dossier de demande, pour lequel un formulaire sera rendu disponible dans les directions départementales de l'agriculture et de la forêt.

L'éleveur doit adresser sa demande de soutien à l'ONILAIT, service "Maîtrise de la Production Laitière", 2, rue Saint Charles, 75740 PARIS Cedex 15, éventuellement par le canal des GIE de collecte laitière, pour ce qui concerne les laits spéciaux auxquels il est fait ci-dessus référence . **La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 23 juillet 2001.** Les dossiers de demande non parvenus dans ce délai ou parvenus incomplets à l'ONILAIT ne seront pas traités.

L'ONILAIT instruira les dossiers dans le cadre des règles édictées. Les montants des soutiens exceptionnels individuels attribués seront calculés de manière à éviter toute surcompensation et s'inscriront dans les limites de l'enveloppe nationale allouée à ce dispositif exceptionnel. A ce titre, un plafonnement des aides par exploitation pourra, éventuellement, être effectué.

La décision d'attribution du soutien exceptionnel sera prise par la directrice de l'ONILAIT.

A l'issue de cette procédure, les décisions d'attribution seront notifiées par la directrice de l'ONILAIT à chaque éleveur concerné.

### **3 – BENEFICIAIRES**

Ce dispositif est réservé aux exploitants agricoles à titre principal, aux groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC), aux exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) et aux autres personnes morales ayant pour objet l'exploitation d'un domaine agricole dont le chiffre d'affaires pour l'année civile 2000 a été inférieur à 2 millions de FF. Il est destiné à apporter un soutien exceptionnel à des exploitations qui ont subi des pertes de revenu liées aux conséquences des mesures restrictives prises dans les départements concernés, suite à la déclaration de foyers de fièvre aphteuse.

Il concerne par ordre de priorité :

1 - **les producteurs fermiers** (lait de vache, de chèvre ou de brebis) commercialisant tout ou partie de leur production hors des départements soumis à embargo et ayant subi une baisse sensible de leur chiffre d'affaires liée à la vente de lait ou de produits laitiers ;

2 – **les producteurs de filières spécialisées** (filière biologique, lait cru, lait de chèvre et de brebis) livrant tout ou partie de leur production hors des départements soumis à embargo et ayant subi une baisse sensible de leur chiffre d'affaires liée à la vente de lait ou de produits laitiers.

Une marge d'appréciation est laissée à l'ONILAIT dans l'instruction des dossiers, notamment afin de définir des types d'éleveurs prioritaires au sein des deux catégories précédentes.

### **4 – ANALYSE DE LA SITUATION ET CALCUL DE L'AIDE**

L'aide est estimée globalement pour une situation d'exploitation donnée. Son ciblage et sa modulation doivent résulter d'une appréciation de la sensibilité de l'exploitation aux effets des mesures restrictives édictées pour la lutte contre l'épizootie de "fièvre aphteuse".

A ce titre, une fois toutes les demandes reçues, l'ONILAIT établira un barème de soutien unitaire. Ce barème prendra notamment en compte la taille de l'exploitation, l'importance de son chiffre d'affaires, son degré de spécialisation laitière ainsi que la part des livraisons ou des commercialisations hors des départements soumis à embargo, la cotisation ou non de l'éleveur au fonds d'indemnisation fièvre aphteuse de la FNGDS (fédération nationale des groupements de défense sanitaire). Par ailleurs, l'ONILAIT tiendra compte, au cours de l'instruction, des éventuels soutiens déjà perçus par l'éleveur au titre du dispositif d'indemnisation « fièvre aphteuse » géré par la FNGDS, ou émanant d'autres sources.

Un plafonnement par exploitation du montant du soutien exceptionnel pourra être décidé.

La période prise en compte pour l'estimation du préjudice correspond aux périodes de mise en place des mesures d'interdiction de sortie hors des départements concernés de lait et de produits laitiers non assainis vis à vis du virus aphteux. Toutefois, compte tenu des délais d'information des éleveurs et de reprise d'une activité de production et de commercialisation habituels, ces périodes pourront, si nécessaire, être rallongées de quelques jours. En ce qui concerne les éleveurs situés dans les zones de protection et de surveillance des départements visés, il sera tenu compte de la durée particulière des périodes sous embargo pour la détermination des pertes éligibles.

S'agissant des producteurs fermiers, les pertes éligibles concernent la moindre valorisation du lait et des produits transformés durant la période de l'embargo. Pour chaque producteur fermier, un contrôle de cohérence concernant l'estimation des quantités produites et commercialisées sera effectué par l'ONILAIT sur la base de ses fichiers de gestion.

Concernant les livreurs des filières spécialisées, les pertes éligibles seront estimées par la perte de marge résultant de la comparaison des feuilles de paye des mois de janvier et février 2001 et des mois de mars et avril 2001. Un contrôle de cohérence concernant l'estimation des quantités de lait livrées durant la période sous embargo sera également effectué par l'ONILAIT, sur la base de fichiers de gestion des exploitations.

## **5 – PAIEMENTS, CONTROLES ET SANCTIONS**

L'ONILAIT est chargé du paiement de la participation financière de l'État, pour le compte de ce dernier.

Conformément à la procédure visée au point 1, chaque éleveur désireux de bénéficier du présent dispositif transmet à l'ONILAIT (service "Maîtrise de la Production Laitière" – 2, rue Saint Charles 75740 Paris cedex 15) avant le **23 juillet 2001** :

- la demande de soutien public exceptionnel,
- un relevé d'identité bancaire.

Afin de venir rapidement en aide aux éleveurs concernés, un acompte sera versé avant le 31 juillet 2001. Cet acompte sera de 60 % du montant estimé du soutien exceptionnel sur la base d'un premier examen des pertes éligibles.

A l'issue de l'instruction des dossiers, l'ONILAIT réalisera une note de synthèse exposant les modalités de mise en œuvre du dispositif, de calcul des aides et un état d'engagement de l'enveloppe nationale dans les différents départements concernés. Cette note de synthèse et cet état d'engagement seront adressés au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche et à la Secrétaire d'État au budget.

Les pièces constituées des dossiers seront conservées 3 ans par l'ONILAIT. L'exploitant s'engage à communiquer tout document justificatif qui lui est demandé.

Outre les contrôles a priori effectués au moment de l'instruction des demandes, des contrôles a posteriori des dossiers individuels pourront être effectués à tout moment. Ils porteront notamment sur la vérification des données fournies par l'exploitant dans le dossier de demande.

De plus, l'attribution de ces soutiens exceptionnels pourra faire l'objet de contrôles, effectués selon les modalités qui leur sont propres, par les corps de contrôle de l'État chargés de vérifier l'affectation des aides publiques.

Dans le cas d'aides versées dans des conditions non conformes, l'ONILAIT notifiera à l'agriculteur qu'il sera procédé à la mise en recouvrement des montants concernés. En outre, en cas de fraude ou de fausse déclaration avérée, l'exploitation agricole sera inscrite en contrôle orienté au titre du système intégré de gestion et de contrôle des aides de la PAC (SIGC).

Jean GLAVANY